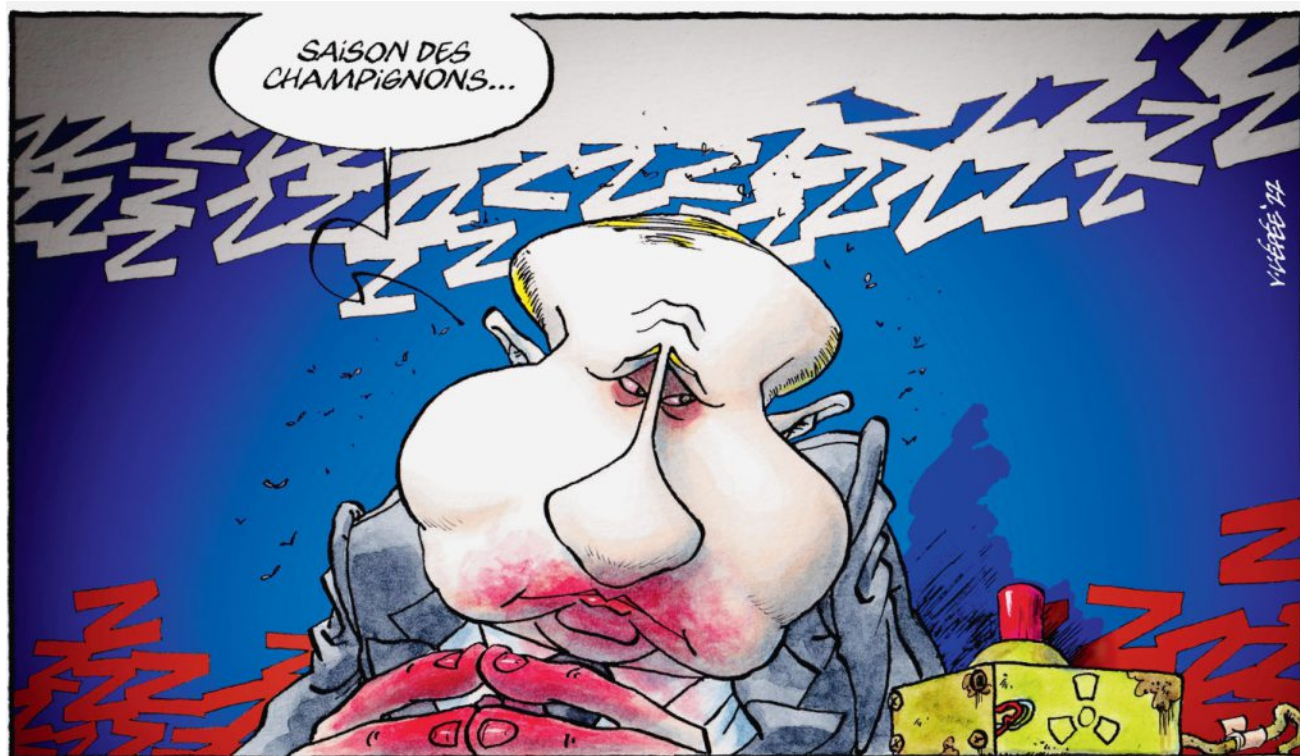


LE COUP DE GRIFFE DE VINCENT L'ÉPÉE

## C'EST L'AUTOMNE

COURRIER  
DES LECTEURS

## ÉNERGIE

## De quoi péter un câble

Manquerons-nous réellement d'énergie durant l'hiver prochain? A la lecture des nombreux articles sur le sujet, pas de doute, nous y aurons droit. La question fondamentale est comment remédier au plus vite à cette situation désastreuse, sachant que chaque black-out coûterait la bagatelle d'un à deux milliards par jour à notre économie.

Il est urgent de régler l'autonomie énergétique pour notre pays. La construction d'une nouvelle centrale nucléaire prendra au minimum 20 ans, sans compter les risques que cela comporterait: importante dépendance de l'étranger, déchets radioactifs, etc. Ainsi, c'est une solution qui ne doit même pas être envisagée.

En revanche, ceux qui ont été tant décriés, les parcs éoliens, sont à disposition. Ils ont été étudiés, ils pourraient être construits en une, voire

deux années. De l'énergie renouvelable, sans danger pour la population, sans émissions de CO<sub>2</sub>, disponible rapidement. Le temps des tergiversations est révolu.

Le mix énergétique photovoltaïque et éolien nous libérera de la dépendance de l'étranger. Et cela dans un laps de temps très court. Il faut juste le vouloir. Il y a 17 ans, lorsque j'ai mis en route le projet éolien du Mont-Sujet, je ne pouvais imaginer qu'un jour, notre pays serait dans une situation de manque énergétique aussi catastrophique.

Il est temps d'agir le plus rapidement possible! Le plus important gisement éolien se trouve dans le massif jurassien. Construisons au plus vite nos parcs des Quatre Bornes, Mont-Sujet, Montagne de Granges, Jeanbrenin, Gransonnaz, Mollendruz, Montagne de Buttes, soit 497 000 000 kw/h ou l'énergie consommée par un demi-million de personnes. Une goutte dans l'océan? Non! Ne négligeons pas ce plus d'énergie. Il faut agir, sinon le «un franc par kw/h» sera la réalité et la paupérisation de la population incontournable.

Marc Früh, Lamboing

## Débrancher et rebrancher

En cas de coupure d'électricité, comment gérer les appels d'urgence (pompiers, secours, etc.), les personnes dans les ascenseurs, les sonnettes des immeubles, les appareils médicaux privés, cabinets médicaux, les tablettes des soins à domicile, les alarmes de sécurité, les caisses de magasin, les antivols, l'eau courante – sans écoulement, les égouts vont se boucher. Les fonderies et cimenteries mettront plusieurs jours, des semaines, à nettoyer les fours à l'arrêt (matériel refroidi et inutilisable).

En plus, les magasins devront jeter toute la marchandise en frigo et congélateur. En effet, la loi sur les denrées alimentaires oblige les vendeurs à garantir que le produit a été conservé à une certaine température. Et sans électricité, les alarmes de dépassement de température ne fonctionneront plus. Ainsi, des tonnes de produits passeront à la poubelle. Impensable alors que le monde meurt de faim! Pour remettre en fonction l'électricité, vous devrez le faire par étapes. Sinon, tout va disjoncter! Voyez lors d'une coupure inopinée!

Je ne suis pas du tout anti-vax, complotiste, antipolitique ou faisant partie d'une idéologie stricte. Mais personnellement, je trouve que les politiques font à nouveau du terrorisme psychique collectif. Ils angoissent tout le monde – comme s'il n'y avait pas assez de raison – pour contrôler et détourner le peuple d'autres préoccupations. Ou pour faire «passer» le plan climat?

Il y aura des difficultés d'approvisionnement mais les coupures totales sont inenvisageables. On devra payer très cher, sûrement, et des économies locales aideront (vitrines, publicité, éclairage).

Patrick Auroi, Bienne

## GÉOPOLITIQUE

## Du Donbass à la Prévôté, il n'y a qu'un pas

La région ukrainienne du Donbass (environ 6 millions d'habitants) est subdivisée en deux Républiques autoproclamées, Donetsk et Lougansk, dont près de 80% des habitants, non seulement sont russophones, mais également séparatistes, réclamant leur transfert à la Fédération de Russie. Les accords de Minsk 1 et 2 devaient régler cette question. Le pitre Volodymyr Zelensky et sa bande n'ont jamais mis en application ceux-ci, pourtant signés en présence du président François Hollande et de la chancelière Angela Merkel.

Il y a pire. Durant ces 10 dernières années, l'Ukraine a mené une guerre ouverte contre les séparatistes du Donbass, qui a fait quelque 14 000 victimes, sans que la communauté internationale ne lève le petit doigt. Toutes proportions et raison gardées, c'est comme si Berne avait signé des accords pour organiser le transfert de Moutier au canton du Jura, sans jamais respecter ceux-ci, ajoutant à l'infamie une occupation militaire et des tirs à balles réelles sur les autonomistes.

Il est fort étonnant que les Bisounours illuminés locaux n'aient jamais tiré le parallèle à propos de ce qui précède. Au nom du fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme ils le firent pour les déjantés corses ou la gauchiste Catalogne, les politiciens autonomistes de la région auraient pu exiger

justice pour les populations du Donbass.

Leur haine anti-Poutine provoque un silence assourdissant chez ces bien-pensants.

Pierre-Alain Droz, Moutier

COMMUNIQUÉS  
POLITIQUES

## MOUTIER

## Une décision regrettable

Le comité de la Jeunesse socialiste jurassienne a appris avec joie que de nombreux jeunes se sont portés candidats dans plusieurs communes du Jura. Nous trouvons important et nécessaire que notre nouvelle génération veuille s'engager pour défendre nos convictions.

Maintenant, le comité de la JSJ a eu vent, via les médias, de l'intérêt de créer une nouvelle liste de «Jeunes progressistes de gauche» dans la commune municipale de Moutier. Nous ne pouvons pas soutenir une telle initiative. Le Parti socialiste autonome a toujours mis un point d'honneur à présenter des jeunes sur sa liste. D'ailleurs, le PSA ne compte pas moins de cinq jeunes conseillers de villes sous leur bannière. Ce sont des alliés partisans naturels et nous souhaitons sincèrement les remercier pour nos proches collaborations.

Ce projet de nouvelle liste est d'autant plus regrettable qu'elle viendrait fractionner les forces de gauche qui se doivent de rester soudées en Prévôté. Nous devons faire preuve d'une ultime solidarité et nous soutenir les uns les autres dans un temps avec de telles pressions sur le pouvoir d'achat, sur les probables pénuries d'énergie et sur l'urgence climatique.

Pour des raisons évidentes de conflit d'intérêts, nous enregistrons à ce jour le départ d'Aitor Meier du comité de la JSJ, le temps de la campagne. Cet acte est symbolique, car la JSJ souhaite se distancier de cette initiative. Nous remercions sincèrement notre camarade Aitor pour son engagement au sein de notre comité et nous réjouissons d'avance de pouvoir à nouveau compter sur lui, une fois les élections passées.

Jeunesse socialiste jurassienne

L'INVITÉ  
VIRGINIE BOREL, DIRECTRICE DU FORUM DU BILINGUISME

## «Faut qu'on (s')parle!»

Entre la Journée de la démocratie, qui s'est déroulée le 15 septembre, et la Journée européenne des langues, qui aura lieu lundi 26 septembre, on met la question des langues nationales à toutes les sauces. Thématiser, c'est bien, échanger véritablement, c'est mieux. Et si on se parlait enfin?

On parle du plurilinguisme de la Suisse comme d'une valeur fondamentale, l'éclatant miroir de la diversité helvétique. Bon, soyons honnêtes, surtout les jours de Fête nationale! Ou dans le cadre de journées thématiques comme celles qui se déclinent durant le mois de septembre.

Dans notre pays, le constat chiffré est clair: le paysage linguistique de la Suisse s'est considérablement diversifié au cours des cinq dernières décennies. La part des langues nationales a constamment diminué,

pendant que la proportion de la population en Suisse ayant comme langue principale un dialecte non national s'est accrue au rythme des diverses vagues migratoires et de la libre circulation des personnes. Or, nos idiomes nationaux sont systématiquement cités comme facteur essentiel d'intégration...

La toute fraîche publication «Le paysage linguistique en Suisse», de l'Office fédéral de la statistique, montre que, par rapport à 2010, le français tend à se renforcer légèrement au détriment de l'allemand/suisse allemand. Dans le même temps, on observe une augmentation de la part de la population indiquant une langue non nationale comme langue principale (23% en 2020, contre 19% en 2010). L'anglais pointe en tête, suivi du portugais, puis de l'albanais. En outre, l'anglais est aussi la langue

non nationale la plus utilisée en famille et au travail.

Si la Suisse entend continuer de mettre en évidence la valeur de son plurilinguisme comme élément essen-

**L'administration fédérale pense et agit très majoritairement en allemand lorsqu'il s'agit d'esquisser projets de lois et ordonnances, ou même de les présenter aux médias.**

tiel de cohésion nationale et de démocratie stable, il est urgent de raviver le dialogue sur les langues à tous les niveaux de la société. Dialogue, le mot est lancé: il s'agit de faire évoluer le modèle linguistique pour

le faire (enfin) passer de la théorie à la pratique. Et toutes les strates de la société sont concernées par cet appel. A commencer par l'administration fédérale qui, comme le mon-

trait une étude parue en 2019, intitulée «Les langues du pouvoir», pense et agit très majoritairement en allemand lorsqu'il s'agit d'esquisser projets de lois et ordonnances, ou même de les présenter aux médias, comme

le rappelait un éditorialiste de la RTS la semaine dernière.

Pour tirer enfin à la même corde, il est urgent de mettre les différents acteurs de la société au «diapason linguistique». Il s'agit de multiplier les modèles visant à replacer les langues nationales au premier plan et à leur redonner le lustre qu'elles méritent par rapport au sens démocratique qu'elles véhiculent – et non pas uniquement en les mettant en compétition avec l'anglais!

Qu'il s'agisse d'un enseignement dynamisé des langues, mais également de la promotion de différents types d'échanges pour les jeunes en formation ou de Tandems linguistiques pour le personnel travaillant au sein d'entreprises actives nationalement ou dans les milieux de la santé ou du tourisme, mobilisons-nous et retrouvons la force du dialogue!